Le fonds de soutien créé en faveur des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ayant souscrit des contrats de prêts ou des contrats financiers structurés à risque

Bilan du dispositif et transfert à la DGFIP

Fiche GT OS du 23 mai 2017

1. Principes généraux du dispositif

Un fonds de soutien en faveur des collectivités territoriales, de leurs établissements publics et des services départementaux d'incendie et de secours ainsi que des collectivités d'outre-mer et de la Nouvelle-Calédonie ayant souscrit des emprunts structurés et instruments financiers à risque a été créé par l'article 92 de la loi n°2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances initiales pour 2014.

Initialement de 1,5 Md€, la capacité d'intervention du fonds a été portée à 3 Md€ sur quinze ans par une décision gouvernementale du 24 février 2015 prise à la suite de l'abandon par la banque nationale suisse le 15 janvier 2015 du « cours plancher » qui a induit une forte dégradation des conditions des emprunts indexés sur la parité entre l'euro et le franc suisse.

Le fonds de soutien est porté budgétairement par le programme 344 « *fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque* » rattaché au sein de la mission « engagements financiers de l'Etat ».

L'aide est calculée selon des modalités définies dans la doctrine d'emploi du fonds de soutien transposée dans différents textes réglementaires¹. L'aide du fonds de soutien peut être apportée selon trois modalités différentes :

- ✓ une aide pour le remboursement anticipé des emprunts liés à des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque ;
- ✓ la prise en charge d'une partie des intérêts dus sur les échéances dégradées au-delà du taux de l'usure propre au contrat au titre duquel le fonds de soutien intervient, et ce en dehors de tout remboursement anticipé (dispositif dit « dérogatoire ») ;
- ✓ une aide à la gestion de l'encours, allouée aux collectivités de moins de 10 000 habitants pour leur permettre de financer la prise en charge de prestations d'accompagnement destinés à faciliter la gestion d'encours de dette structurée.

Un service à compétence nationale de pilotage du dispositif de sortie des emprunts à risques (SPDSER) rattaché conjointement aux ministres chargés du budget, des collectivités territoriales et de l'outre-mer a été créé par décret n°2014-810 du 16 juillet 2014 afin d'assurer l'instruction des demandes d'aides financières déposées par les collectivités.

Ce fonds est doté d'un comité national d'orientation et de suivi (CNOS), composé de parlementaires, de représentants des collectivités territoriales et de l'État, ainsi que de personnalités qualifiées, chargé d'émettre des recommandations sur les modalités d'intervention du fonds.

¹ Décret n°2014-444 du 29 avril 2014 modifié par décret n°2015-619 du 4 juin 2015 et arrêté du 22 juillet 2015.

2. Bilan du dispositif

Au 30 avril 2015, 676 collectivités ou établissements publics locaux avaient déposé un dossier de demande d'aide pour au moins un prêt structuré à risque éligible à l'aide du fonds de soutien (sur un total évalué de 850 entités concernées par le remboursement d'emprunts à risque). L'ensemble de ces dossiers représente 1 163 prêts pour un encours global de 6,3 Md€ (l'encours total des emprunts structurés éligibles à l'intervention du fonds au 31/12/2013 ayant été évalué à près de 8 Md€), 25% des prêts (soit 293) étant indexés sur la parité euro/franc suisse et 12% (soit 143 prêts) sur la parité dollar/franc suisse.

Le fonds a engagé 2,56 Md€ d'aide auprès de 578 collectivités. Au final, ce sont 85 % des collectivités ayant déposé un dossier qui recevront une aide du fonds de soutien (les 15 % restantes ont soit refusé le bénéfice du dispositif, soit leurs dossiers ont été jugés inéligibles après instruction).

L'implication du réseau de la DGFIP pour expliquer le dispositif, aider à constituer les dossiers, réaliser les analyses financières à l'appui des prises de décision et examiner les quelques cas de traitement comptable dérogatoire a joué un rôle majeur et reconnu dans ce bilan.

La grande majorité des collectivités a procédé au remboursement anticipé des prêts (808 prêts au total) et la quasi-totalité des prêts les plus dégradés indexés sur la parité euro/franc suisse (97%). Seules 118 collectivités, pour un total de 189 prêts, ont demandé le bénéfice du fonds de soutien *via* le dispositif dérogatoire. Celles-ci détenaient dans la grande majorité des cas des prêts dits « de pente » indexés sur la courbe des taux (45%) et des prêts adossés à la parité dollar/franc suisse (23%).

En définitive, le fonds a pu intervenir sur un montant d'encours de 5,5 Md€ (capital restant dû au 28 février 2015 des prêts éligibles concernés). Au 31 décembre 2016, le montant total des aides effectivement décaissées et versées aux collectivités s'élève à 258,6 M€.

Toutes les collectivités concernées ont bénéficié du versement effectif d'une première échéance d'aide à la fin de l'année 2016 mettant ainsi un terme à la première phase de lancement du dispositif.

Le bilan détaillé du dispositif est disponible sur le site internet du Ministère de l'Economie et des finances.

3. Le transfert du pilotage et de la gestion du fonds de soutien à la DGFIP

À compter de l'année 2017, le fonds de soutien entre dans une seconde phase qui consiste à assurer la poursuite de l'activité du fonds jusqu'en 2028, date de fin du dispositif prévu par la loi de finances initiale pour 2014.

Conformément à la décision du Ministre de l'économie et des finances, la DGFIP assurera à compter du 1^{er} septembre 2017 le pilotage et la gestion du fonds de soutien jusqu'en 2028.

Cette nouvelle mission sera assurée par le bureau CL1C de la DGFIP, entité qui est la mieux positionnée compte tenu de son implication dans le dispositif. La DGFIP sera notamment chargée des travaux d'animation du Comité national d'orientation et de suivi (CNOS), de la gestion budgétaire du programme 344, de liquidation des aides dues aux collectivités en particulier dans le cadre du dispositif d'aide dérogatoire, de l'envoi et du suivi des demandes de mises en paiement à l'agence des services et de paiement, du suivi des contentieux engagés et à venir, de la maîtrise d'ouvrage de l'application ACERIS² et des actions de communication...

Une délégation de gestion sera signée entre le service à compétence nationale et la DGFIP, permettant à la fois de préserver le caractère interministériel du dispositif³ et d'autoriser la DGFIP à assurer la gestion opérationnelle du fonds de soutien.

² Aide aux collectivités ayant contracté des emprunts à risque

³ Les différents textes créant le fonds de soutien et le service à compétence nationale, rattaché conjointement aux Ministres des Finances, de l'Intérieur et des Outre-Mer, seront donc maintenus.

Le bureau CL1C de la DGFIP se consacre depuis le début de l'année 2017 à la préparation des opérations nécessaires au transfert de cette nouvelle mission, et en particulier au transfert de connaissances qui lui seront indispensables pour assurer le pilotage et la gestion opérationnelle du fonds dans les meilleures conditions de sécurité.

Enfin, il est précisé que la DGFIP veillera à ce que l'ensemble des autres directions concernées (DGTrésor, direction du budget, et direction générale des collectivités locales en particulier) restent pleinement mobilisées tout au long de la durée de vie du fonds, permettant ainsi de préserver la dimension interministérielle du dispositif. Une convention inter-services sera proposée à la signature de chacune des directions concernées.